

Le populisme : définition, implications et limites

Christophe Jaffrelot

Il est plus facile de dire ce que le populisme n'est pas que de le définir. Ce détour nous permet de le distinguer d'emblée d'un autre « isme », l'autoritarisme. Celui-ci s'incarne en effet dans des régimes se dispensant volontiers du recours à l'élection comme mode de désignation des dirigeants, chose que le populiste, homme cherchant un mandat populaire, ne s'autorise en général pas. Cette définition du populisme doit déboucher néanmoins sur un examen des affinités que ce style politique entretient, par implication, avec l'autoritarisme et, plus largement, l'antipluralisme. Les limites du populisme dont la plupart lui sont inhérentes sont autant de contradictions internes, dont il ne faut toutefois pas exagérer le caractère rédhibitoire.

Le populisme comme style politique

Si Ernest Gellner et Ghița Ionescu voyaient déjà, en 1969, dans le populisme un concept « fuyant¹ », la littérature scientifique sur le sujet nous aide à cerner les termes du débat. Deux écoles de pensée structurent aujourd'hui ce champ des sciences sociales. La première, bien représentée par Cas Mudde, met l'accent sur le rôle des idées et caractérise donc le populisme comme « une idéologie peu substantielle qui considère que la société se divise en deux camps homogènes et antagoniques, le “peuple pur” et l’“élite corrompue”, et qui affirme que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple² ».

Dans cette acception, le populisme repose sur une conception morale, la « pureté » du peuple venant d'abord de son authenticité. Mudde reconnaît que le mot d'idéologie est un peu fort car le populisme n'est qu'une « idéologie superficielle » ne débouchant sur aucune politique

1. Ernest Gellner et Ghița Ionescu (eds), *Populism. Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1969, p. 1. Margaret Canovan, dans un des premiers travaux comparatifs sur le sujet, avait même renoncé à en offrir une théorie générale – se contentant d'une typologie-catalogue à sept entrées (*Populism*, New York [N. Y.], Harcourt Brace Jovanovich, 1981).

2. Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, La Tour-d'Aigue, Éditions de l'Aube et Fondation Jean Jaurès, 2018, p. 19.

publique précise. Mais il tient néanmoins à attribuer un rôle clé aux idées³. Parmi ces dernières, celle de la « volonté générale » est la plus difficile à saisir. Pour Mudde, cette *vox populi* n'est autre que le sens commun.

La deuxième école, portée surtout par Kurt Weyland, tourne le dos à la première pour ne voir dans le populisme qu'« une stratégie politique à travers laquelle un leader cherche à exercer ou exerce déjà le pouvoir grâce au soutien direct, désintermédié et non institutionnalisé de la masse faiblement organisée de ses partisans⁴ ». Les idées importent moins, ici, que les actes qui traduisent l'opportunisme – mot clé de la thèse de Weyland – du populiste. Weyland dévalorise le rôle de l'idéologie à un point tel qu'il distingue les populistes des ultranationalistes : pour lui, la rigidité idéologique des seconds les empêche de s'adapter aux variations de l'opinion publique et d'élargir leur base, ce que le populiste, pragmatique, ne cesse de faire par goût du pouvoir⁵.

Ces deux écoles de pensée nous permettent de mieux identifier les caractéristiques fondamentales du populisme. La première d'entre elles a trait à son rapport à l'idéologie, les positions de Mudde et Weyland recelant sans doute ici, chacune, une part de vérité. Mudde nous met sur la voie d'une interprétation plus juste lorsqu'il admet que le populisme est « presque toujours rattaché à d'autres éléments idéologiques » et qu'il n'existe qu'« associé à des idéologies »⁶. On peut en déduire que le populisme est autant une idéologie à part qu'une manière d'accommoder les éléments d'autres idéologies constituées, s'ordonnant suivant un axe gauche-droite – car il existe un populisme de gauche et un populisme de droite⁷.

3. Cas Mudde, « Populism : An Ideational Approach », dans Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul A. Taggart, Paulina Ochoa Espejo et Pierre Ostiguy (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 29-430.

4. Kurt Weyland, « Clarifying a Contested Concept : “Populism” in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, 34 (1), 2001, p. 14.

5. Kurt Weyland, « Populism. A Political-strategic Approach », dans Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul A. Taggart, Paulina Ochoa Espejo et Pierre Ostiguy (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 50 et 61-62.

6. Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, op. cit., p. 20.

7. Marc Lazar, « Populismes de droite, populismes de gauche en Europe », dans Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Le Retour des populismes. L'État du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018, p. 118-126.

Populisme de gauche, populisme de droite – Historiquement⁸, le « populisme de gauche » s'est d'abord développé et enraciné en Amérique latine, notamment en Argentine où Juan Domingo Perón en a été l'une des figures tutélaires, ainsi d'ailleurs que son épouse, Evita. Le « péronisme », même s'il est composé de groupes disparates, est généralement classé à gauche en raison des avancées sociales dont il a fait bénéficier le peuple. D'où l'image positive du populisme auprès de bien des intellectuels de gauche latino-américains qui y voient une force d'émancipation et ont salué l'arrivée au pouvoir de Chávez dans les mêmes termes⁹. Le théoricien du populisme, Ernesto Laclau, attribuait ainsi bien des qualités au « péronisme »¹⁰, quand Chantal Mouffe perpétue aujourd'hui cette tradition intellectuelle dans son analyse du mouvement espagnol Podemos (« Nous pouvons »)¹¹. En Italie, Beppe Grillo offre une variante de ce populisme de gauche qui se définit par une demande d'égalité et de participation politique. Les élites sont ici critiquées non seulement parce qu'elles ont confisqué la parole du peuple, mais aussi parce qu'elles n'ont pas suffisamment redistribué les richesses ou qu'elles sont corrompues.

Toutefois, le type de populisme aujourd'hui le plus répandu se rapproche des idéologies de droite en raison, principalement, de sa tonalité nationaliste, voire xénophobe¹². Un autre politiste latino-américain, Gino Germani, l'a qualifié de *national-populisme*, désignant ainsi la doctrine de leaders qui se réclament non pas de tout le peuple mais de la communauté majoritaire, que celle-ci se définisse par sa langue, sa race ou sa religion¹³. De tels populistes se

8. Nous ne remontons pas ici au-delà du XX^e siècle, même si les premiers populismes russe et américain, au XIX^e siècle, suggèrent une existence plus ancienne, mais dans des contextes bien différents où certains éléments de la politique moderne, des partis aux syndicats en passant par les médias de masse, étaient absents.

9. Cette défense d'un populisme de gauche est bien illustrée par le numéro 164 de *Manière de voir*, intitulé « Tous populistes ! » (avril-mai 2019).

10. Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008. En 2012, Ernesto Laclau déclarait, « le populisme nouvelle version, aujourd'hui au pouvoir en Argentine, au Brésil, au Venezuela, en Équateur et en Bolivie, parvient le plus souvent à traiter avec respect les institutions libérales de l'État tout en répondant aux espoirs populaires et démocratiques » (« Sans une certaine dose de populisme, la démocratie est inconcevable aujourd'hui », *Le Monde*, 9 février 2012).

11. Voir son entretien, « Pour un populisme de gauche », *Le Monde*, 20 avril 2016.

12. Si le populisme de droite est aujourd'hui mieux représenté que le populisme de gauche, cela ne signifie pas qu'il soit récent. En France, on en trouve la trace dès le XIX^e siècle, du bonapartisme plébiscitaire de Napoléon III au boulangisme.

13. Gino Germani, *Authoritarianism, Fascism and National Populism*, New Brunswick (N. J.), Transaction Books, 1978.

présentent comme les défenseurs des « fils du sol » contre un Autre, exogène, dont l'origine peut varier grandement : il peut s'agir de migrants ou de diasporas, de descendants d'anciens conquérants, de minorités religieuses aux pratiques « déviantes », ou bien encore d'entreprises étrangères qui participent au processus de globalisation ou à celui de l'Union européenne dont la construction menace elle aussi l'État-nation. Si ces populistes au nationalisme ethnique ou nativiste se posent, comme ceux de gauche, en hérauts du peuple, ils ne proposent pas, au premier chef, de lancer des réformes sociales mais plutôt de protéger leur groupe contre cet Autre au nom des valeurs et des traditions du pays.

Cette typologie binaire – articulée suivant l'axe droite/gauche – clarifie le rapport que le populisme entretient avec l'idéologie. Il faut cependant aller plus loin pour comprendre ce qui unit ces deux répertoires. Ils ont en commun un *style* politique, pour reprendre la formule de Pierre-André Taguieff¹⁴, qui repose sur une forme d'appel au peuple à se mobiliser contre les élites. Pour y parvenir, les populistes promettent la lune et jouent sur les émotions.

Un homme face aux élites : démagogie, émotions et moralisme – Le discours populiste comporte une part de démagogie généralement supérieure à celle produite ordinairement par les démocraties représentatives, précisément parce qu'il prétend « abolir enfin la barrière qui a toujours séparé ceux d'en bas et ceux d'en haut¹⁵ », en rejetant, au nom de la démocratie directe (nous y reviendrons), la nécessité de déléguer le pouvoir à des élus du peuple et en prétendant donner tout, tout de suite et à tout le monde, sur le mode de l'évidence. L'espérance que suscite le populiste n'est toutefois que l'une des émotions qu'il manipule par le verbe.

Car si le discours populiste est pauvre du point de vue intellectuel et même simpliste, il est riche au plan émotionnel et même moral. Les deux sentiments que les populistes exploitent le plus souvent sont la peur et la colère¹⁶. Dans le cas du national-populisme, il s'agit là des deux faces de la même pièce puisque celui que l'on craint (le migrant, le musulman, etc.) est aussi celui contre lequel on se révolte, sans épargner les élites de l'*establishment* sur le mode: « comment les dirigeants ont-ils pu laisser cet Autre entrer chez nous et acquérir une telle place dans

14. Pierre-André Taguieff, *L'Illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007, p. 9.

15. Guy Hermet, *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2001, p. 49-51.

16. Le rôle politique de ces deux émotions a été récemment étudiées en détail par Arjun Appadurai (*Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, Paris, Payot, 2000) et Pankaj Mishra (*Age of Anger. A History of the Present*, Londres, Penguin, 2018).

l'espace public ? » Le populisme de gauche repose davantage sur la dénonciation des « gros¹⁷ » en termes économiques et sociaux, attisant la peur du déclassement lié à la désindustrialisation et à la globalisation, un facteur de ressentiment important¹⁸. Les populistes de droite comme de gauche exploitent donc la peur et la colère que suscitent les Autres et les « gros », mais aussi les élites dirigeantes qui, à leurs yeux, défendent les premiers et/ou les seconds, qu'il s'agisse d'élites politiques, économiques, européennes, ou internationales. Ils reprochent à ces dernières de ne pas avoir protégé la société des menaces extérieures et/ou du creusement des inégalités, un procès en incompétence et en connivence doublé d'un procès en corruption. Qu'elle soit sonnante et rébuchante (et d'autant plus insupportable que les écarts socio-économiques se creusent) ou morale, cette prétendue corruption est sans doute le levier le plus puissant du discours populiste : pour le national-populisme en particulier, elle provient du cosmopolitisme des élites, des influences étrangères auxquelles elles sont soumises (du fait des multinationales, de leur inféodation à « Bruxelles » ou de leurs origines, voire de leurs études à l'étranger). Outre le discours moral et la manipulation des émotions, le style populiste repose aussi sur la **capacité du leader à se rendre populaire**. Son trait le plus caractéristique tient à la relation très spéciale qu'il entretient avec « son » peuple – une relation où d'autres émotions entrent en ligne de compte. Le populisme opère en effet, dans la plupart des cas, une extrême personnalisation du pouvoir, voire un processus d'**héroïsation** : même s'il existe des partis « populistes », le qualificatif s'applique principalement à des hommes (plus rarement à des femmes) politiques qui créent en général leur propre formation politique et en prennent le contrôle, jusqu'à rendre difficile l'existence de ce parti en dehors d'eux. **Pierre Ostiguy** a bien montré la complexité de la relation singulière que noue le populiste avec le peuple. Comme Weyland, il décrit un rapport direct, mais au lieu de faire du second la marionnette du premier, il explique l'intensité de cette relation par l'écho fort ambigu que le populiste rencontre auprès des masses. D'un côté, cet homme est le vecteur d'une revanche, la revanche de ceux « d'en bas », pas nécessairement parce qu'il vient lui-même de la plèbe, mais parce qu'il partage leur culture,

17. Sur les racines historiques de ce répertoire, voir Pierre Birnbaum, *Le Peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.

18. Notons que le ressentiment était déjà la matrice du nationalisme lorsque cette idéologie s'est cristallisée au XIX^e siècle (Christophe Jaffrelot, « Les modèles explicatifs de l'origine des nations et du nationalisme », dans Gil Delannoi et Pierre-André Taguieff [dir.], *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris, Kimé, 1991, p. 139-177).

leurs manières, leur langage, par opposition à l'élite bien policée¹⁹. Non seulement il fait peuple, mais il se plaît à transgresser les codes, à choquer l'*establishment* au nom d'une authenticité que les élites ont trahie par leur cosmopolitisme ou leur *ethos* bourgeois, voire aristocratique. De ce point de vue, comme les gens du commun, le populiste se pose volontiers en **victime**. Ce répertoire de la victimisation sera d'autant plus puissant que l'*establishment* politique sera perçu comme soutenu de l'extérieur par des puissances étrangères.

Mais, d'un autre côté, le populiste est paré des vertus les plus exceptionnelles grâce à une mise en scène permanente (notamment dans les médias), s'appuyant sur un répertoire performatif : « ce leader est la fois *comme moi* [...] et l'*ego idéal*²⁰ ». C'est pourquoi le langage du corps joue souvent un rôle clé dans la fabrique de l'image des populistes : Poutine se montre volontiers en action, revêtu d'un kimono ou d'une tenue de hockey sur glace ; Modi patrouille en treillis avec l'armée indienne qui surveille la frontière indo-pakistanaise ; Duterte brandit une Kalashnikov devant les caméras, etc.²¹.

Propagande et démagogie – Ces images véhiculent un discours par elles-mêmes : le messenger y est le message, pour paraphraser McLuhan, puisque la masculinité, voire **le muscle, y traduit la volonté du populiste de s'ériger en protecteur du peuple et en défenseur de la nation** (ou l'inverse). Les populistes n'ont pas le monopole de la thématique de l'homme fort, mais eux seuls, parmi les chefs d'État et de gouvernement, la portent à un haut degré de visibilité pour cultiver leur popularité et, notamment, se faire élire et réélire.

C'est que le populisme comporte une part obligée de propagande. En matière de discours, il utilise souvent ce qu'Ernest Laclau a appelé des « signifiants vides », comme « *America first!* », dont il sature l'espace public. Le stade ultime de la propagande se confond avec l'utilisation de ce qu'Orwell appelle la « novlangue », un idiome où les mots perdent leur sens, voire disent le contraire de la réalité. À l'âge des chaînes d'information continue et des médias sociaux, les techniques de communication par lesquelles le populiste s'adresse à son peuple revêtent une importance accrue, tant en termes qualitatifs que quantitatifs. Ces nouveaux canaux permettent en effet aux populistes d'établir plus facilement encore une relation directe avec les

19. Pierre Ostiguy, « Populism : A Socio-cultural Approach », dans Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul A. Taggart, Paulina Ochoa Espejo et Pierre Ostiguy (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 74.

20. *Ibid.*

21. Pour prendre la mesure des mises en scène évoquées ici, le lecteur intéressé pourra consulter les photos et les vidéos mis en ligne sur <https://newdemagogue.hypotheses.org>

citoyens et de diffuser plus rapidement leur propagande en court-circuitant, au besoin, les procédures de vérification de l'information – une aubaine pour des leaders portés, plus que d'autres à la démagogie et au mensonge. Si la propagande cherche à endoctriner, la démagogie cherche à séduire. Elle est à ce titre inhérente à la démocratie, et les Grecs anciens considéraient d'ailleurs les démagogues comme des acteurs du jeu démocratique, en tant qu'experts en manipulation sachant non seulement flatter le peuple, mais aussi répondre à ses inquiétudes en jouant des affects.

Le populisme est donc **un style politique de mobilisation du peuple** qui emprunte aux idéologies de gauche ou de droite pour promettre un changement immédiat et rejeter des élites présentées comme corrompues. Cet « isme », qui joue sur des émotions telles que la peur et la colère, repose sur la capacité d'un homme (ou, beaucoup plus rarement, d'une femme) à apparaître à la fois comme « un des nôtres » et d'une essence supérieure, prouesse qui n'est rendue possible que par le recours assidu à une propagande utilisant l'image et la parole.

Deux mots sont absents de cette définition : charisme et démocratie. Même si le populiste possède souvent un talent inné – et notamment des dons oratoires –, son charisme est une construction, dans laquelle le **marketing politique** joue un rôle de plus en plus important²² (et certains populistes ne s'imposent d'ailleurs qu'après des années de labeur à la faveur des circonstances). Quant à la démocratie, il s'agit d'un implicite : le populisme ne s'épanouit guère **qu'au sein de régimes démocratiques**, qui seuls offrent la liberté (d'expression d'abord) nécessaire à la mise en œuvre d'un tel répertoire. Recourir au répertoire populiste n'est d'ailleurs pas (ou plus) indispensable lorsque la compétition électorale est inexistante ou faussée. Mais si le populisme se développe au sein des démocraties, sa montée en puissance nuit systématiquement à la démocratie.

Implications : le populisme contre la démocratie

Le succès est acquis lorsque le populiste parvient à se faire reconnaître comme le porte-voix d'un peuple dont la parole avait été étouffée par l'*establishment*, alors même que cette parole était censée être plus authentique et que l'élite défendait une minorité (ou plusieurs) de manière illégitime, en cheville avec des forces extérieures. Longtemps, le phénomène populiste est resté suffisamment limité pour que les observateurs n'y voient qu'une force d'opposition

22. Paradoxalement, le rôle clé de ce « packaging » médiatique implique souvent d'énormes dépenses de publicité politique de la part de populistes qui, par ailleurs, se présentent comme des gens du peuple.

remplissant, tout au plus, une fonction tribunicienne (pour reprendre les termes que Georges Lavau appliquait au Parti communiste lorsqu'il était le deuxième parti de France). Depuis les années 2000, les populistes ont pris le pouvoir dans un grand nombre de démocraties et sont en passe d'y changer les règles du jeu.

Un homme nouveau et apolitique à la conquête du pouvoir – L'un des principes du jeu politique que le populisme remet radicalement en cause concerne la valeur de l'expérience. Les populistes frappent d'opprobre la profession d'homme politique et rejettent l'idée même qu'il s'agit là d'un métier, ce qui va d'ailleurs de pair avec un certain antiparlementarisme, les députés n'étant plus vus comme des professionnels de la fabrique de la loi, mais, bien souvent, comme des parasites. Notre définition du populisme implique en effet qu'il soit porté par des hommes neufs : le leader populiste doit être (ou prétendre être) un *outsider*, un non-professionnel de la politique pour apparaître comme un nouveau venu par rapport à l'*establishment*. Pour lui, ne jamais avoir été élu, au Parlement ou ailleurs, est un atout. S'il l'a été, il mettra un point d'honneur à se dire tout de même différent – tel Narendra Modi, devenu Premier ministre après avoir gouverné un des États de l'Inde pendant treize ans sous l'étiquette d'un grand parti, mais se disant malgré tout « apolitique ». Même ceux issus d'un milieu très éloigné de la politique, comme Imran Khan, capitaine de l'équipe de cricket du Pakistan, ou Beppe Grillo, comique de la télévision italienne, ont passé des années en politique, décrochant parfois des mandats électifs, avant de « percer » en ne cessant de développer un discours anti-système, voire antipolitique. Paradoxalement, ils restent souvent fidèles à ce thème une fois au pouvoir, comme s'ils étaient encore dans l'opposition.

« Apolitique » (voire « anti-politique »), leur répertoire discursif de prédilection relève souvent du monde de l'entreprise : ces hommes nouveaux sont apolitiques parce qu'ils sont de simples managers qui se proposent de gérer l'État plus efficacement et plus proprement que les politiciens professionnels qui les ont précédés. Ce discours se retrouve dans la bouche de toutes sortes de leaders, qu'ils aient effectivement accompli au préalable une carrière d'homme d'affaires (comme Berlusconi, Trump et Thakshin) ou pas (comme la majorité des populistes).

Le « sultanisme » : du populisme à l'autoritarisme – La prétention des populistes à incarner le peuple leur confère (au moins à leurs yeux et à ceux de leurs partisans) une légitimité supérieure aux institutions quelles qu'elles soient – de la justice à l'armée en passant par le Parlement et les partis. Dès les années 1950, Edward Shils soulignait que « [l]e populisme

assimile la volonté du peuple à la justice et à la morale²³ » et que, du coup, les contre-pouvoirs constitutionnels ne sont plus que quantité négligeable.

Ayant besoin d'un espace public pour s'exprimer, le populisme se développe souvent au sein de démocraties, mais pousse à leur dévoiement. Alors que la démocratie représentative repose à parts égales sur un pilier démotique (qui implique des élections régulières disputées à la régulière) et sur un pilier libéral (l'État de droit dont une justice indépendante est la garantie et sans lequel les élections ne restent pas libres très longtemps), **le populiste hypertrophie le versant démotique aux dépens du versant libéral**. Dénonçant la confiscation du pouvoir par les élus, il prétend mieux qu'eux représenter le peuple, qui demeure la source de toute légitimité – d'où, parfois, une certaine confusion, voire un amalgame, donnant à penser que le populisme est inhérent à la démocratie.

Dans les cas extrêmes, le régime populiste vire au « sultanisme », une notion introduite dans les sciences sociales par Max Weber pour désigner les situations où le pouvoir « opère principalement sur la base de l'arbitraire personnel²⁴ ». Analysant les « sultans » du XX^e siècle, Juan J. Linz et Alfred Stepan ont complexifié ce modèle pour le définir comme un régime où « tous les individus, les groupes et les institutions sont en permanence sujets à l'intervention imprévisible et despotique du sultan, et où, du coup, tout pluralisme est précaire²⁵ ».

La concentration du pouvoir entre les mains d'un homme incarnant le peuple aux dépens des institutions se traduit parfois par des **réformes constitutionnelles** visant à renforcer l'autorité du chef (dont le nombre de mandats possibles est par exemple augmenté) ou à affaiblir les contre-pouvoirs, à commencer par **l'appareil judiciaire**. De telles réformes ont eu lieu en Hongrie et au Sri Lanka. Mais ce processus de « sultanisation » se déroule aussi parfois **sans qu'il soit nécessaire de changer la loi, en intimidant simplement les rivaux du dirigeant, voire en les rendant inéligibles ou en les emprisonnant et en nommant des affidés aux postes clé de l'administration**. Le populisme bascule alors dans l'autoritarisme, comme le montrent la Russie de Poutine ou la Turquie d'Erdoğan.

23. Edward A. Shils, *The Torment of Secrecy : The Background and Consequences of American Security Policies*, Melbourne, Heinemann, 1956, p. 98.

24. Cité dans Houchang E. Chehabi et J. Juan Linz (eds), *Sultanistic Regimes*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1998, p. 4

25. J. Juan Linz et Alfred Stepan, « Modern Nondemocratic Regimes », *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1996, p. 38-54.

Rejet du pluralisme, démocratie ethnique et Etat sécuritaire – Si la désinstitutionnalisation de la vie politique est la deuxième conséquence de l'arrivée au pouvoir d'un populiste, le rejet du pluralisme en est une troisième, indissociable de la précédente. **Le populiste nie le pluralisme, car le peuple ne saurait être qu'un, et il le représente, dans une fièvre unanimiste**²⁶. Il disqualifie aussi ses adversaires en prétendant qu'ils sont illégitimes car coupés du peuple ou « impurs » car corrompus. Au-delà, les organisations structurant la société civile et les « classes-qui-divisent-le-peuple » sont aussi marquées d'infamie. Les **ONG** et les centres de réflexion intellectuelle comme **les universités** sont visés au premier chef, car perçues comme trop cosmopolites et exerçant un esprit critique qui divise le peuple. Les ONG incriminées recevant parfois des fonds de l'étranger, bon nombre d'entre elles, en Russie, en Turquie ou en Inde, ont dû mettre la clé sous la porte après que le pouvoir a tari leurs financements. Les idées n'ayant quant à elles pas de patrie, elles viennent inévitablement en partie de l'étranger. En Hongrie, l'Université créée par George Soros a dû quitter Budapest.

Le rejet du pluralisme se combine parfois à une dose de « **majoritarisme** » pour donner naissance à d'autres formes de « démocratie à épithète²⁷ » : à côté de la « démocratie illibérale²⁸ », dont se réclame aujourd'hui Orbán, il existe en effet une « démocratie ethnique²⁹ », qui est le produit direct du **national-populisme dans la mesure où elle réserve une citoyenneté pleine et entière à la seule communauté dominante**, que celle-ci se définisse par sa langue, sa race ou sa religion, ou les trois à la fois, comme dans le cas d'Israël dont Netanyahu a récemment conforté le caractère juif de façon institutionnelle.

Enfin, le répertoire populiste sape souvent les bases de la démocratie au nom de la sécurité nationale : dès lors que son héraut s'érige en protecteur du peuple contre les périls extérieurs et intérieurs, jouant sur la peur, il peut aisément arguer du fait que la priorité n'est pas la liberté, mais la sécurité, un impératif justifiant des restrictions à l'Etat de droit.

Les limites du populisme

26. Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Premier parallèle, 2016.

27. David Collier et Steve Levitsky, « Democracy with Adjectives : Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*, 49 (3), avril 1997, p. 430-451.

28. Fareed Zakaria, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 76 (6), novembre-décembre 1997, p. 22-43.

29. Sammy Smooha, « The Model of Ethnic Democracy : Israel as a Jewish and Democratic State », *Nations and Nationalism*, 8 (4), 2002, p. 475-503.

Un phénomène conjoncturel ? – Il est communément admis que le populisme dépend étroitement de la conjoncture, et qu’il se développe en général à la faveur d’une **crise sociale** ou morale, liée à une dépression économique et/ou à des scandales de corruption. Dans un tel contexte, les **boucs émissaires** peuvent être « les gros » (et, en leur sein, les gouvernants, voire les hommes politiques en général) ou « les autres », les étrangers. Tant que la situation ne leur est pas propice, ils végètent, tel le Front national de Jean-Marie Le Pen, qui, fondé en 1972, est resté groupusculaire pendant des décennies.

Ce caractère conjoncturel explique que le populisme ne soit pas toujours pris au sérieux. Or sa montée en puissance est aujourd’hui liée à des phénomènes qui sont susceptibles de devenir structurels ou qui sont, en tout cas, difficiles à résorber. Le creusement des **écarts sociaux** et géographiques est l’un d’entre eux, et peut-être le plus important de tous. Le chômage de masse et de longue durée (en partie dû aux délocalisations et à la robotisation), les inégalités produites par la globalisation (tant au plan social que territorial), le **retrait de l’État** lié au déclin des services publics et à la rigueur budgétaire, l’essor de **banlieues perçues comme des ghettos** à la périphérie de villes prospères, le sentiment d’abandon qui travaille l’espace rural dans bien des pays développés ou en développement, tous ces phénomènes offrent un terrain fertile à la propagande populiste.

Celle-ci est en outre favorisée par les nouveaux modes de communication : les médias sociaux qui ont fait irruption dans la sphère publique au cours des années 2000 et s’y sont installés servent la diffusion d’un style populiste simpliste, voire mensonger, sensationnaliste et volontiers vulgaire. À cela s’ajoute le pouvoir accordé aux *trolls* qui permettent d’intimider les opposants par des menaces anonymes.

Le populisme est-il cyclique ? – Les deux limites majeures qui pourraient rendre la vague **populiste actuelle transitoire sont de différents ordres. Premièrement, l’écart entre les promesses** et les résultats obtenus par les populistes une fois au pouvoir est particulièrement grand. D’une part, leurs promesses sont plus irréalistes que celles de la moyenne des hommes politiques, ce dont témoigne, par exemple, le caractère utopique des supposés bienfaits du Brexit selon UKIP. D’autre part, les leaders populistes qui se contentent de déclarations tonitruantes et de coups de menton, cherchant à prouver l’efficacité de la manière forte dans la gestion des affaires publiques, brûlent vite leurs vaisseaux. Non seulement le leader ne parvient pas à suivre tous les projets qu’il lance faute d’avoir délégué ses pouvoirs, mais il s’entoure en outre volontiers de sycophantes dépourvus de compétences. Pour rester crédible, le populiste qui échoue à gérer correctement l’État et l’économie est condamné à faire comme s’il était encore dans

l'opposition, à rester sur le mode de la campagne électorale en accusant la bureaucratie, l'opposition parlementaire ou syndicale, les influences étrangères ou d'autres encore de l'empêcher de mettre son programme en œuvre. Il peut aussi choisir la fuite en avant et ouvrir indéfiniment de nouveaux chantiers peu coûteux mais à forte valeur symbolique comme la lutte contre la corruption ou le contingentement de l'immigration. Cette option stratégique peut aussi déboucher sur l'aventure militaire (voir la guerre en Tchétchénie initiée par Poutine ou la riposte militaire de Modi opposée au jihadisme d'origine pakistanaise), opération de diversion des plus efficaces et recette éprouvée pour souder la nation derrière son chef, ou sur la répression d'un ennemi intérieur (comme les réseaux Gülen en Turquie).

La principale limite du populisme se trouve toutefois ailleurs : il est autant un produit des inégalités qu'une réponse tactique au creusement des dites inégalités, car il permet à des élites qui craignent l'essor d'un mouvement social de rassembler à leur suite, par-delà les différences de classe, un « peuple » uni contre le bouc émissaire qu'est l'étranger ou « le gros », et de séduire le peuple par un discours déterminé de lutte contre la pauvreté, le chômage, la corruption... En ce sens, le national-populisme sert surtout à désamorcer des tensions sociales pour mieux préserver le *statu quo*. Mais une telle tactique n'est durable que si le « peuple » bénéficie au moins d'un peu de redistribution et reçoit quelques ressources supplémentaires en échange du soutien qu'il apporte à son « héraut ». À défaut, au bout de quelque temps, si les élections sont encore assez libres pour cela, le peuple renverra son héros d'hier dans l'opposition. Un tel scénario s'est déroulé à Sri Lanka où Rajapaksa a perdu le scrutin présidentiel de 2015.

La résilience des institutions – Aux limites internes du populisme que l'on vient de citer, il convient, pour conclure, d'ajouter une limite externe concernant cette fois ses dérives autoritaires. Celles-ci peuvent en effet être éventuellement contenues par le jeu des institutions démocratiques, et en particulier par l'Etat de droit. Le cadre constitutionnel peut ici faire barrage à l'autoritarisme des populistes, pour peu qu'il ait été bien conçu et ne permette pas, par exemple, des révisions de la loi fondamentale trop faciles. Plus spécifiquement, la Justice est souvent le dernier rempart qui résiste aux coups de boutoir du pouvoir. C'est d'ailleurs pour cela que bien des « hommes forts » ont cherché à changer le mode de nomination des juges – ils y sont parfois parvenus comme en Hongrie, ils ont parfois échoué, comme en Inde. En général, la résilience des institutions démocratiques ne permet guère que de gagner du temps, le temps pour les sociétés de prendre la mesure des leurre du populisme – ce qui nous renvoie aux limites internes. Et parfois celles-ci n'agissent pas non plus et le pays s'installe alors dans

le sultanisme, jusqu'à ce que l'homme ayant concentré tous les pouvoirs entre ses mains ne quitte la scène.

Pour en savoir plus

APPADURAI Arjun (2000), *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, Paris, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot ».

BIRNBAUM Pierre, *Le Peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.

CANOVAN Margaret, *Populism*, New York (N. Y.), Harcourt Brace Jovanovich, 1981.

CHEHABI Houchang E. et LINZ J. Juan (eds), *Sultanistic Regimes*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1998.

COLLIER David et LEVITSKY Steve, « Democracy with Adjectives : Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*, 49 (3), avril 1997, p. 430-451.

GELLNER Ernest et IONESCU Ghița, « Introduction », dans Ernest Gellner et Ghița Ionescu (eds), *Populism. Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1969.

GERMANI Gino, *Authoritarianism, Fascism and National Populism*, New Brunswick (N. J.), Transactions Books, 1978.

HERMET Guy, *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2001.

JAFFRELOT Christophe, « Les modèles explicatifs de l'origine des nations et du nationalisme », dans Gil Delannoi et Pierre-André Taguieff (dir.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalité, ethnicité*, Paris, Kimé, 1991, p. 139-177.

LACLAU Ernesto, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.

LAZAR Marc, « Populismes de droite, populismes de gauche en Europe », dans Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Le Retour des populismes. L'État du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018, p. 118-126.

LINZ J. Juan et STEPAN Alfred, « Modern Nondemocratic Regimes », *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore (Md.), The Johns Hopkins University Press, 1996, p. 38-54.

MISHRA Pankaj, *Age of Anger. A History of the Present*, Londres, Penguin, 2018.

- MUDDE Cas, « Populism : An Ideational Approach », dans Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul A. Taggart, Paulina Ochoa Espejo et Pierre Ostiguy (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 27-47.
- MUDDE Cas et ROVIRA KALTWASSER Cristóbal, *Brève introduction au populisme*, La Tour-d'Aigue, Éditions de l'Aube et Fondation Jean Jaurès, 2018.
- MÜLLER Jan-Werner, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Paris, Premier parallèle, 2016.
- OSTIGUY Pierre, « Populism : A Socio-cultural Approach », dans Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul A. Taggart, Paulina Ochoa Espejo et Pierre Ostiguy (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 73-100.
- RIMBERT Pierre (dir.), « Tous populistes ! », *Manière de voir*, 164, avril-mai 2019.
- SHILS Edward A., *The Torment of Secrecy : The Background and Consequences of American Security Policies*, Melbourne, Heinemann, 1956.
- SMOOHA Sammy, « The Model of Ethnic Democracy : Israel as a Jewish and Democratic State », *Nations and Nationalism*, 8 (4), 2002, p. 475-503.
- TAGUIEFF Pierre-André, *L'Illusion populiste. Essai sur les démagogues de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007.
- WEYLAND Kurt, « Clarifying a Contested Concept : "Populism" in the Study of Latin American Politics », *Comparative Politics*, 34 (1), 2001, p. 1-22.
- WEYLAND Kurt, « Populism. A Political-strategic Approach », dans Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul A. Taggart, Paulina Ochoa Espejo et Pierre Ostiguy (eds), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 48-72.
- ZAKARIA Fareed, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, 76 (6), novembre-décembre 1997, p. 22-43.